

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2169

Artikel: Pas de politique climatique sans vérité des coûts : utiliser les mécanismes du marché au service du développement durable
Autor: Longet, René
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014326>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pas de politique climatique sans vérité des coûts

Utiliser les mécanismes du marché au service du développement durable

René Longet - 19 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31680>

Le changement climatique constitue l'un des plus grands défis pour l'humanité et son avenir sur la planète Terre. Le président français Emmanuel Macron l'a rappelé en quelques mots dans sa [réponse](#) à Donald Trump le 1er juin 2017: «*La biodiversité est menacée, le dérèglement climatique affame, dévaste les régions, chasse les habitants de leur patrie. [...] Si nous ne faisons rien, nos enfants connaîtront un monde de pénuries, de guerres... Ce n'est pas l'avenir que nous voulons pour nous, pour nos enfants, pour le monde.*»

Si l'effet de serre, en faisant passer la température moyenne à la surface terrestre de -18°C à +15°C, a permis à la vie d'émerger, son dérapage met les équilibres globaux en péril et constitue une expérience *in vivo* aux conséquences incalculables.

Une réaction très lente

L'enjeu est clairement décrit depuis la fin des années 1970, et en particulier lors de la première Conférence mondiale sur le climat, tenue en février 1979 à Genève et qui a conduit à la création du programme [Climat mondial](#) de l'Organisation météorologique mondiale. Mais il faut attendre 1994 pour que la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique entre en vigueur. Une [convention](#) qui

visait à stabiliser «*les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique*».

Le [protocole de Kyoto](#), entré en vigueur en 2005, demande aux pays industrialisés de réduire leurs émissions de 5% (valeur moyenne) par rapport aux valeurs de 1990. La Suisse n'est pas restée inactive, puisque dans ce cadre elle s'est engagée à une réduction de 8%. En 2011, les Etats adhérent au Protocole ont réévalué l'objectif à -18% d'ici 2020 par rapport à 1990, la Suisse s'engageant même à une réduction de 20%.

Le bilan mitigé de la Suisse

La bonne nouvelle tout d'abord: le recul des émissions en termes d'équivalents CO₂ depuis 1990 dans les secteurs de l'industrie (-5,2%), des services (-8,1%), et des ménages (-12,1%), malgré une croissance importante du PIB et de la population. Par contre les rejets de gaz à effet de serre ont crû de 10,4% durant la même période dans le secteur des transports. L'augmentation d'un tiers du parc automobile et des kilomètres parcourus a largement compensé la diminution de la consommation

moyenne des véhicules.

La nouvelle loi sur l'énergie adoptée en référendum le 21 mai dernier - malgré l'abaissement des valeurs d'émission de CO₂ des véhicules à moteur - ne suffira pas à respecter les engagements pris par la Suisse. Pour y parvenir, nous n'échapperons donc pas à une remise en question de notre mode de vie: diminution des déplacements motorisés, assainissement des bâtiments dont la moitié sont encore chauffés au mazout, relocalisation de notre production, notamment agricole.

Pour la Suisse, très tributaire de ressources extérieures, le bilan de l'énergie grise - celle qui est incorporée dans nos importations - se révèle important et doit être ajouté aux émissions à l'interne. Tout comme les effets en termes d'émissions des placements financiers helvétiques hors de nos frontières. La bonne performance écologique (et sociale) des biens que nous importons et des investissements suisses à l'étranger représente une condition indispensable à la réussite de notre politique climatique.

La vérité des coûts

La réduction des émissions

passera par le signal prix. Un signal qui répercutera sur le coût des transactions économiques les dommages infligés à des tiers et à l'environnement par la consommation des énergies fossiles. Une taxe sur le CO₂ couvrant le coût de ces dommages rendra compétitifs les investissements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Avec bien sûr une modulation selon les régions – là où il n'y a pas d'alternative à la mobilité individuelle – et la structure

sociale.

La vérité des prix au niveau national comme européen et mondial constitue la meilleure réponse à l'archaïsme de Trump et de ses émules. Aux Etats-Unis, le solaire offre déjà deux fois plus d'emplois que le charbon, alors que le premier ne bénéficie que d'un quart des subventions accordées aux énergies fossiles. L'avenir de l'emploi réside dans la transition vers un développement durable.

La Suisse ne semble pas prendre ce chemin, à en juger par le sort que vient de réserver le Parlement à la [proposition](#) du Conseil fédéral d'un système incitatif en matière climatique et énergétique. La récente [ratification](#) par les Chambres fédérales de l'Accord de Paris et l'engagement suisse d'une réduction de 30% des émissions dans le pays d'ici 2030 risquent bien de rester sans grand effet si l'on se refuse à en actionner le levier principal: la vérité des coûts.

Quand les villes innovent

Les villes ayant retrouvé croissance et confiance, les roses-verts qui les gouvernent peuvent mieux faire leurs preuves

Yvette Jaggi - 18 juin 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31675>

Les villes sont traditionnellement des lieux de diversité sociale et d'émancipation culturelle. Elles ont aussi la mission et les moyens, désormais, d'expérimenter des solutions nouvelles afin d'améliorer la vie de leurs habitants et visiteurs. Tel est le message délivré le 10 juin par [Corine Mauch](#), maire de Zurich depuis 2010, lors de la toute [première réunion](#) socialiste des villes suisses.

Le dynamisme affiché n'a rien d'une proclamation irréaliste. En effet, la situation économique des villes et de leur population s'est améliorée au point de leur permettre une

politique d'avenir.

Retournement de tendance

De fait, le contraste avec un passé récent a de quoi stupéfier.

Dans les années 1980-90, les villes suisses, Zurich en tête, s'appauvrirent: leur endettement explosait et leur population diminuait, concentrant une forte proportion de personnes en difficulté, fragilisées par le chômage (*Arbeitslosigkeit*), par la pauvreté (*Armut*), par leur condition d'immigrés (*Ausländer*) ou de victimes d'exclusion (*Ausgrenzung*). Aujourd'hui, ce «*quadruple A*»

constitue au contraire un indicateur positif désignant les travailleurs (*Arbeitende*) qualifiés (*Ausgebildete, Akademiker*), les ménages disposant d'un revenu convenable (*Arrivierte*) dans une ville devenue «*Attraktiv*», grâce à ses politiques du logement, de la mobilité et de la culture – grâce aussi à l'assainissement de ses finances.

Restent à développer deux «*offensives*» en vue d'améliorer le vivre ensemble en milieu urbain. La priorité va donc à la formation (des jeunes et continue) et à l'intégration par tous les moyens qu'inspire l'innovation sociale et politique.